

Un scandale qu'on ne peut plus ignorer

Publié le 19 Novembre 2012

De passage au Centre-du-Québec dans le cadre d'une grande tournée provinciale, le Collectif pour un Québec sans pauvreté lève le voile sur un scandale qu'on ne peut plus ignorer : au Québec, 750 000 personnes ne couvrent pas leurs besoins de base.

Sujets : [Collectif](#) , [Corporation](#) , [Québec](#) , [Nicolet](#) , [Victoriaville](#)

Couvrir ses besoins de base, ça veut dire se nourrir, se vêtir, se loger, se déplacer convenablement. On parle ici de la base de la base, pas des loisirs ou des petites gâteries qui rendent la vie plus agréable», souligne Robin Couture, porte-parole du Collectif. Ce sont donc 750 000 personnes qui manquent cruellement de l'essentiel, qui sont obligées de faire des choix déchirants et qui vivent littéralement en situation de survie. «Comment pouvons-nous tolérer que ces personnes vivent dans de telles conditions? C'est un véritable scandale dans une société aussi riche que la nôtre», d'affirmer monsieur Couture.

Dans la région, on dénombre 14 689 personnes prestataires d'aide sociale. De ce nombre, 4 840 sont considérés aptes au travail et doivent faire face aux nécessités de la vie avec 589 \$ par mois.

«C'est clairement une situation intenable. Ces personnes sont condamnées d'avance à manquer du nécessaire pour avoir une qualité de vie décente, puisqu'on sait qu'il faut plus de 14 000\$ par année à une personne seule au Centre-du-Québec pour couvrir ses besoins de base», dénonce Christine Bachand, porte-parole du Collectif de lutte contre la pauvreté Centre-du-Québec. Bien qu'une personne ayant des contraintes sévères à l'emploi, à cause d'une maladie grave ou d'un handicap, reçoive des prestations légèrement plus élevées, cela ne leur assure pas pour autant de couvrir leurs besoins de base.

Si la situation des personnes seules prestataires d'aide sociale est catastrophique, celle des couples et des familles monoparentales n'est guère plus reluisante. Les gouvernements ont mis des mesures en place pour aider les familles, mais ces dernières ne couvrent tout de même que 85% de leurs besoins de base. Pour les couples sans enfants, on parle de seulement 56%.

Comme le souligne madame Bachand : «comblé ses besoins de base, ça ne veut pas nécessairement dire qu'on est sorti de la pauvreté ». On voit de plus en plus de travailleuses et travailleurs pauvres. Avec un salaire minimum de 9,90\$ actuellement, une personne qui travaille 40 heures par semaine demeure en état de pauvreté. Pour s'en sortir, le Collectif estime que le salaire minimum devrait être haussé à 11,20\$ par heure. «Les emplois au salaire minimum sont souvent à temps partiel, en moyenne 25 heures semaine, ce qui n'améliore pas les choses» ajoute-t-elle.

Il est urgent d'agir pour améliorer immédiatement le revenu des personnes assistées sociales

et celui des travailleuses et travailleurs pauvres. C'est pourquoi le Collectif réclame que les protections publiques soient haussées et ajustées annuellement. D'ailleurs, de nombreuses études démontrent qu'il est bénéfique pour l'ensemble de la population de réduire les inégalités sociales et de lutter contre la pauvreté.

Il faut arrêter de penser que les inégalités sociales sont dues à un manque de richesse au Québec; elles sont plutôt dues à une répartition inéquitable de celle-ci. Les riches sont de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres et la classe moyenne s'appauvrit», souligne Robin Couture. «On peut changer les choses, il suffit d'avoir la volonté politique de le faire», renchérit-il.

Des activités de sensibilisation

«C'est pour sensibiliser la population à la pauvreté et aux inégalités sociales que le Collectif de lutte contre la pauvreté Centre-du-Québec a organisé deux activités grand public dans le cadre de la tournée provinciale du Collectif pour un Québec sans pauvreté», explique Maud Hamel, coresponsable du Collectif régional.

La tournée s'est d'abord arrêtée à Nicolet, où une vingtaine de personnes ont assisté à la conférence « Un scandale qu'on ne peut plus ignorer », organisée avec la collaboration de la Corporation de développement communautaire de Nicolet-Yamaska.

À Victoriaville, c'est sous la forme d'un buffet des inégalités que les gens ont pu expérimenter, le temps d'un souper, la difficulté de se nourrir avec des revenus insuffisants. Pour avoir accès au buffet, chaque participant s'est vu attribuer un personnage inspirés des différents cas mis en lumière lors de la tournée. La possibilité de remplir son assiette dépendait de la situation financière du personnage.

« Il est essentiel de parler des inégalités, mais les faire expérimenter apporte une dimension de plus. On peut supposer que plusieurs vivront de la frustration devant tant d'abondance et l'impossibilité d'y avoir accès. Si le vivre le temps d'un 5 à 7 nous choque, imaginez ce que ça peut être au quotidien! » conclut madame Hamel.